

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/31016]

Circulaire concernant le principe des dispenses pour les demandes de permis d'urbanisme pour l'aménagement ou la modification de l'espace public et les aménagements provisoires de voirie à titre d'essai

1. Objet de la circulaire

Selon l'article 98, §1^{er} du CoBAT nul ne peut, sans un permis d'urbanisme préalable, écrit et exprès, modifier l'aménagement ou le profil d'une voirie. Le § 2 du même article habilite le Gouvernement à arrêter la liste des actes et travaux pour lesquels un permis n'est pas requis.

La liste des actes et travaux dispensés de permis doit être arrêtée sur base de leur « minime importance » ou de l'absence de pertinence de cette exigence pour les actes et travaux considérés.

L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte (ci-après dénommé l'arrêté) détermine cette liste.

Les objectifs de cette circulaire consistent à apporter des précisions sur les dispenses de permis visées aux articles 5 à 7 de l'arrêté précité, qui concernent les projets de travaux et d'aménagements de l'espace public, sans viser les autres articles. Cette circulaire ne fait pas référence aux autres types de dispenses prévues dans l'arrêté.

Il est entendu que cette circulaire ne fait pas obstacle à l'application des dispositions prévues par l'arrêté qui ont, elles seules, valeur réglementaire.

Cette circulaire traite de quelques principes généraux en ce qui concerne l'aménagement de l'espace public (point 2) et apporte des précisions sur quelques dispenses concrètes (point 3).

1. Principes généraux en ce qui concerne l'aménagement de l'espace public

Les actes et travaux de l'espace public doivent, même s'ils sont dispensés de permis d'urbanisme, respecter:

- les plans d'affectations du sol, les règlements régional et communaux d'urbanisme et, le cas échéant, les permis de lotir applicables ;

- les objectifs généraux tels que posés par les articles 2 et 3 du CoBAT;

- les dispositions réglementaires des plans régional et communaux de mobilité adoptés en exécution de l'ordonnance 26 juillet 2013 instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité (art. 189/1 du CoBAT) ;

- les prescriptions résultant d'autres normes qui régissent l'exécution des actes et travaux, telles que l'obtention, le cas échéant, d'une autorisation de voirie ou le respect et l'application du code de la route et des règles de la police en matière de sécurité routière.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/31016]

Omzendbrief betreffende het principe van vrijstellingen van vergunningsaanvragen voor de aanleg of aanpassing van de publieke ruimte en voor de voorlopige proefaanleg van wegen

1. Voorwerp van deze omzendbrief

Volgens art. 98. §§1 van het BWRO mag niemand zonder voorafgaande schriftelijke en uitdrukkelijke stedenbouwkundige vergunning de aanleg of het profiel van een weg wijzigen. §2 van hetzelfde artikel machtigt de Regering is om de lijst vast te stellen van de werken en handelingen waarvoor geen vergunning vereist is.

De lijst van werken en handelingen vrijgesteld van vergunning dient opgesteld te worden op basis van de geringe "omvang" (of het belang) of de ontbrekende relevantie van de werken of handelingen in het kader van dit vereiste voor de in overweging genomen handelingen en werken.

Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect (hierna genoemd "het besluit") legt deze lijst vast.

Deze omzendbrief heeft tot doel de interpretatie toe te lichten van vrijstellingen van vergunning bedoeld in art 5 tot 7 van het hogerge-noemde besluit, die projecten van werken en inrichtingen aan de publieke ruimte betreffen, zonder andere artikels in beschouwing te nemen. Ze handelt niet over de andere type vrijstellingen voorzien in het besluit.

Het is duidelijk dat deze circulaire de toepassing van de bepalingen van het besluit die als enige regelgevende waarde hebben, niet uitsluit.

De omzendbrief behandelt enkele algemene principes wat betreft de inrichting van publieke ruimte (punt 2); en geeft toelichting bij concrete vrijstellingen (punt 3).

2. Algemene principes wat betreft de inrichting van publieke ruimte

Werken en handelingen aan de publieke ruimte dienen in de mate van het mogelijke, zelfs als ze vrijgesteld zijn van stedenbouwkundige vergunning, te respecteren:

- de bestemmingsplannen, regionale en gemeentelijke stedenbouwkundige voorschriften en, indien van toepassing, de verkavelingsvergunningen;

- de algemene doelstellingen zoals gesteld in de artikelen 2 en 3 van het BWRO;

- de verordenende bepalingen van de gewestelijke en gemeentelijke mobiliteitsplannen die zijn aangenomen in toepassing van de ordonnantie van 26 juli 2013 tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit (BWRO Art. 189/1);

- de voorschriften volgend uit andere normen en bevoegdheden die de uitvoering van de werken en handelingen regelen, zoals desgevallend het bekomen van een wegtoelating indien nodig of het respecteren en de toepassing van de wegcode en de regels wat betreft het verkeersveiligheidsbeleid;

3. Précisions sur des dispenses concrètes

Sous réserve du respect du RRU, notamment des prescriptions relatives au passage libre d'obstacles pour les piétons (art. 4 du Titre VII) et au mobilier urbain (art. 22 du Titre VII), les actes et travaux suivants sont exonérés de permis d'urbanisme :

§1. la plantation ou la modification d'**herbes, d'arbustes et d'arbres** indigènes, y compris la zone de plantation avec la profondeur et le type de sol requis, le système d'irrigation, éventuellement la grille d'arbre, la sécurité et le mobilier directement adjacents à cette zone de plantation, en application de la disposition sur « *les travaux d'aménagement des espaces réservés aux plantations* » (art. 7, 2° de l'arrêté).

Ces plantations peuvent localement remplacer de l'espace de stationnement existant, ce qui n'implique pas une modification des caractéristiques essentielles du profil en travers à cause du caractère ponctuelle.

Ces plantations sont considéré comme « répétition sur la longueur d'une voirie » (art. 7 de l'arrêté) s'ils créent une répétition régulière, continue et complète des éléments ponctuels sur toute la longueur de la voirie ou entre deux carrefours.

Ces plantations peuvent être situés entre les places de stationnement, sur les trottoirs, contre les façades et entre les voies piétonnes et cyclables.

§2. l'**élargissement des voies piétonnes et des pistes cyclables**, en application de la disposition sur « *les petits travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers* » (art. 7, 1° de l'arrêté):

Cet élargissement peut comprendre l'abaissement et le déplacement des bordures sur la longueur de la voirie, en vue d'améliorer les modes actifs et ceci pour autant qu'il n'implique pas une modification des caractéristiques essentielles du profil en travers ;

Cet élargissement peut remplacer de l'espace de stationnement existant, ce qui n'implique pas une modification des caractéristiques essentielles du profil en travers à cause du caractère ponctuelle.

Ces élargissements sont réalisés avec des matériaux en harmonie avec la matérialisation existante du lieu, conformément au principe du bon aménagement des lieux.

§3. le **raccourcissement ou la sécurisation des traversées piétonnes**, en application de la disposition sur « *les petits travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers* » (art. 7, 1° de l'arrêté):

Ces aménagements peuvent localement supprimer des places de stationnement existant, ce qui n'implique pas une modification des caractéristiques essentielles du profil en travers à cause du caractère ponctuelle.

Ces aménagements sont réalisés avec des matériaux en harmonie avec la matérialisation existante du lieu, conformément au principe du bon aménagement des lieux.

§4. l'**extension du trottoir pour l'installation ou l'extension d'une terrasse de restauration saisonnière y compris celles entraînant la suppression des places de stationnement** en application de la disposition sur « *le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur horeca, pour autant que sa superficie, ne dépasse pas 50 m² et que soit préservé un passage libre d'obstacles sur au moins le tiers de la largeur de l'espace réservé aux piétons, avec un minimum de 2 mètres* » (art. 7, 6° de l'arrêté).

Ces aménagements peuvent localement supprimer des places de stationnement existant, ce qui n'implique pas une modification des caractéristiques essentielles du profil en travers à cause du caractère ponctuel.

Ces extensions sont réalisés avec des matériaux en harmonie avec la matérialisation existante du lieu, conformément au principe du bon aménagement des lieux.

Une terrasse est considérée comme ouverte si :

- Elle n'a ni parois, ni cloisons.

- Ou, dans le cas de terrasse sur des places de stationnement ou de terrasse en espace public présentant une irrégularité importante (exemple : Grand-Place de Bruxelles), la hauteur des parois ou cloisons est limitée à 80 cm et la terrasse est ouverte du côté du trottoir.

3. Toelichting bij concrete vrijstellingen

Mits inachtnaeme van de GSV met in het bijzonder de voorschriften betreffende de vrije doorgang voor voetgangers (art. 4 van titel VII) en stedelijk meubilair (art. 22 van titel VII) worden volgende handelingen en werken vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning:

§1. het aanplanten of wijzigen van inheemse **grassen, struiken en bomen**, met inbegrip van het plantvak met benodigde diepte en grondsoort, irrigatiesysteem, eventueel boomrooster, beveiliging en meubilair direct aansluitend aan dit plantvak door gebruik te maken van de bepaling "*de aanlegwerken van ruimten bestemd voor beplantingen*" (besluit art 7. 2°).

Deze aanplantingen kunnen lokaal een bestaande parkeerplaats vervangen, wat wegens het punctuele karakter geen wijziging inhoudt van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel.

Deze aanplantingen worden beschouwd als "herhaling over de lengte van de weg" indien ze een volledige, regelmatige en continue herhaling van punctuele elementen over de hele lengte van de weg of tussen twee kruispunten vormen.

De aanplantingen kunnen zich bevinden tussen parkeerplaatsen, op voetpaden, tegen gevels en tussen voet- en fietspaden.

§2. **verbreiding van voetpaden en fietspaden**, door gebruik te maken van "*kleine aanlegwerken van ruimten bestemd voor voetgangers en fietsers die de plaatselijke verruiming en de verbetering van het esthetisch aspect ervan of de veiligheid van de gebruikers beogen*" (besluit art. 7 1°):

Deze verbreding kan een verlaging en verplaatsen van boordstenen inhouden over de lengte van de weg, in het zicht van een verbetering van de actieve modi voor zover dit geen wijziging inhoudt van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel.

Deze verbreding kan lokaal bestaande parkeerplaatsen vervangen, wat wegens het punctuele karakter geen wijziging inhoudt van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel.

Deze verbredingen gebeuren met materialen die overeenstemmen met het bestaande materiaalgebruik op de betreffende locatie, conform het principe van de goede ruimtelijke ordening.

§3. het **inkorten van of te beveiligen van oversteekplaatsen** door gebruik te maken van "*kleine aanlegwerken van ruimten bestemd voor voetgangers en fietsers die de plaatselijke verruiming en de verbetering van het esthetisch aspect ervan of de veiligheid van de gebruikers beogen*" (besluit art. 7 1°);

Deze inrichtingen kunnen lokaal bestaande parkeerplaatsen schrappen, wat wegens het punctuele karakter geen wijziging inhoudt van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel.

Deze inrichtingen gebeuren met materialen die overeenstemmen met het bestaande materiaalgebruik op de betreffende locatie, conform het principe van de goede ruimtelijke ordening.

§4. het **uitbreiden van het voetpad voor de installatie of uitbreiding van een seizoenshorecaterras** met inbegrip van het schrappen van parkeerplaatsen door gebruik te maken van de bepaling "*het plaatsen, van een niet overdekt seizoensterras in de horeca, voor zover de oppervlakte van de betreffende uitbreiding niet meer dan 50 m² bedraagt en er een hindernisvrije doorgang behouden blijft over minstens één derde van de breedte van de voor de voetgangers gereserveerde ruimte, met een minimum van 2 meter*" (besluit art. 7 6°).

Deze verbreding kan lokaal bestaande parkeerplaatsen schrappen, wat wegens het punctuele karakter geen wijziging inhoudt van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel.

Deze uitbreidingen gebeuren met materialen die overeenstemmen met het bestaande materiaalgebruik op de betreffende locatie, conform het principe van de goede ruimtelijke ordening

Een terras wordt als open beschouwd als:

- Het geen scheidings- of afsluitingswanden heeft.

- Of, als in geval van een terras op parkeerplaatsen of in de openbare ruimte met een aanzienlijke onregelmatigheid (bijvoorbeeld: Grote Markt van Brussel), de hoogte van de scheidings- of afsluitingswanden beperkt is tot maximaal 80 cm en het terras open is aan de trottoirkant.

O Elle n'a pas de couverture fixe.

Une terrasse est considérée comme saisonnière si elle est installée durant la période entre le 1^{er} avril et le 31 octobre et/ou pendant les fêtes de fin d'année. Elle doit être démontée et remontée au moins une fois par an.

Il est par ailleurs rappelé que le placement d'éléments mobiles d'une terrasse (par exemple : table, chaise, parasol, plantes, etc.), qui sont déplacés quotidiennement, n'est pas soumis à permis d'urbanisme, peu importe la taille de la terrasse.

§5. le placement, le déplacement ou l'enlèvement des **bornes de recharge électriques partagées** en application de la disposition sur « *les dispositifs accessoires d'installations techniques, souterraines ou non, tels que armoires de commande électrique de feux de signalisation ou d'éclairage public, bornes téléphoniques, bornes incendies, armoires de télédiffusion* » (art. 7, 3^e, e) de l'arrêté) ;

§6. par « **aménagement provisoire de voirie à titre d'essai** » (art. 6, 5^e de l'arrêté), on entend un aménagement entièrement réversible, temporaire et évolutif, dont l'objectif est de tester une situation qui peut, après évaluation, par la suite conduire à une demande de permis pour un aménagement définitif.

L'aménagement provisoire peut comprendre des éléments non-réversibles si une remis en état est possible dans les 24h ou si ces éléments répondent aux critères suivantes :

- ils créent un ensemble cohérent ;
- ils donnent un plus-value et pour l'aménagement provisoire et pour la situation originale ;
- ils consistent de ou créent des éléments qui répondent aux dispenses selon les autres articles de cet arrêté.

§7. Outre l'usage de art 6 1^o, les actes et travaux nécessaire pour les **aménagement et réparations de l'espace public suite à la pose, le renouvellement ou le déplacement des concessionnaires** comme défini dans art 7 3^e et 4^e être disposé en application de la disposition sur « *les petits travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers* » (art. 7, 1^o de l'arrêté) :

Ces actes et travaux ne sont dispensé que s'ils visent ou rétablissent l'aménagement de l'espace public conforme aux dispositions du RRU. Ils doivent également viser de corriger les aménagements afin de les rendre plus conforme aux objectifs prévus dans le CoBAT, et plus précisément dans la mesure du possible améliorer la position des modes actifs, l'accessibilité, la perméabilité et la qualité de la route.

§8. La **protection des trottoirs et pistes cyclables existants au moyen de poteaux** en application de la disposition sur « *les petits travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers* » (art. 7, 1^o de l'arrêté) :

Cette dispense ne peut pas être utilisée pour aménager plus d'une seule rangée de poteaux par côté de la voirie. Ils doivent être amovibles dans un délai de 24 heures sans endommager la surface. Les poteaux en matériaux durs le long ou sur une piste cyclable ne peuvent être placés qu'en utilisant les dispositions des « *aménagement provisoire de voirie à titre d'essai* » (art. 6, 5^e de l'arrêté), et seront remplacés après 2 ans par un autre aménagement.

Cette protection est réalisée avec des matériaux en harmonie avec l'usage existant des matériaux sur le site concerné, conformément au principe du bon aménagement des lieux

Cette protection est considérée comme des «répétitions en bordure de route» si elle consiste en une répétition complète, régulière et continue de poteaux le long de la route ou entre deux intersections.

4. Entrée en vigueur de la présente circulaire

Cette circulaire remplace la circulaire du 16 juillet 2020 concernant le principe des dispenses pour les demandes de permis d'urbanisme pour l'aménagement ou la modification de l'espace public et les aménagements provisoires de voirie à titre d'essai et entrera en vigueur le 2 avril 2021.

Bruxelles, le 2 avril 2021.

Le Secrétaire d'Etat chargé de l'Urbanisme et Patrimoine,
P. SMET

O Het geen vaste overdekking heeft.

Een terras wordt als seizoensgebonden beschouwd als het in de periode tussen 1 april en 31 oktober en/of tijdens de eindejaarsfeesten geplaatst wordt. Het moet minstens één keer per jaar worden afgebroken en heropgebouwd.

Er wordt overigens aan herinnerd dat het plaatsen van mobiele onderdelen van een terras (bijvoorbeeld: tafel, stoel, parasol, planten, enz.) die dagelijks worden verplaatst, niet aan een stedenbouwkundige vergunning wordt onderworpen, ongeacht de grootte van het terras

§5. het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van **gedeelde elektrische laadpalen** door gebruik te maken van de bepaling "*het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van de bijbehorende elementen van al dan niet ondergrondse technische installaties zoals elektrische bedieningskasten voor verkeerslichten of straatverlichting, praatpalen, hydranten, bedieningskasten voor teledistributie*" (besluit art. 7 3^e e) ;

§6. "**de voorlopige proefaanleg van wegen**" (besluit art. 6 5^e) waaronder wordt verstaan een volledig reversibele, tijdelijke en evolutieve aanleg, die tot doel heeft een situatie te testen die, mits evaluatie, nadien kan leiden tot een vergunningsaanvraag voor een definitieve aanleg.

De proefaanleg kan niet-reversibele elementen bevatten indien ze herstelbaar zijn in een tijdsspanne van 24u of voldoen aan volgende drie criteria:

- een op zichzelf staand geheel vormen;
- een meerwaarde vormen voor zowel de testsituatie als de originele situatie;

bestaan uit of een, combinatie vormen van elementen die elk voldoen aan de vrijstellingen volgens de artikelen uit dit besluit.

§7. Naast het gebruik van art 6 1^o, kunnen de werken en handelingen nodig voor de inrichtingen en herstellingen van de publieke ruimte na **de plaatsing, vernieuwing of verplaatsing van nutsleidingen** zoals bepaald onder art 7 3^e en 4^e van het besluit vrijgesteld worden door gebruik te maken van de vrijstelling voor "*kleine aanlegwerken van ruimten bestemd voor voetgangers en fietsers die de plaatselijke verruiming en de verbetering van het esthetisch aspect ervan of de veiligheid van de gebruikers beogen*" (besluit art. 7 1^o).

Deze handelingen en werken zijn maar vrijgesteld indien ze de inrichting van de publieke ruimte beogen of herstellen die voldoet aan de bepalingen van de GSV. Ze dienen er bovendien naar te streven om de inrichting te verbeteren om ze meer conform te maken met de doelstellingen zoals voorzien in het BWRO, en meer specifiek in de mate van het mogelijke de plaats van de actieve modi, de toegankelijkheid, doorlaatbaarheid en de kwaliteit en van de weg te verbeteren.

§8. Het **beveiligen van bestaande voetpaden en fietspaden door middel van paaltjes** door gebruik te maken van "*kleine aanlegwerken van ruimten bestemd voor voetgangers en fietsers die de plaatselijke verruiming en de verbetering van het esthetisch aspect ervan of de veiligheid van de gebruikers beogen*" (besluit art. 7 1^o):

Deze vrijstelling kan niet gebruikt worden om te zorgen dat er meer dan één rij paaltjes per zijde van de weg komen. Ze dienen wegneembaar te zijn binnen een tijdsspanne van 24u zonder schade aan de ondergrond. Paaltjes uit harde materialen langsheen of op een fietspad kunnen enkel geplaatst worden gebruik makend van de bepalingen van "*de voorlopige proefaanleg van wegen*" (besluit art. 6 5^e) en worden na 2 jaar vervangen door een andere inrichting.

De beveiligingen gebeuren met materialen die in harmonie zijn met het bestaande materiaalgebruik op de betreffende locatie, conform het principe van de goede ruimtelijke ordening.

De beveiligingen worden beschouwd als "herhaling over de lengte van de weg" indien ze een volledige, regelmatige en continue herhaling van paaltjes over de hele lengte van de weg of tussen twee kruispunten vormen.

4. Inwerkingtreding van deze omzendbrief

Deze omzendbrief vervangt die van 16 juli 2020 betreffende het vrijstellingsprincipe voor de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen voor de inrichting of wijziging van de openbare ruimte en de voorlopige proefaanleg van wegen en treedt in werking op 2 april 2021.

Brussel, 2 april 2021.

De Staatssecretaris belast met Stedenbouw en Erfgoed,
P. SMET